

MÉMORANDUM

La contribution de la normalisation à la Stratégie Économique de la Francophonie

**Propositions aux Chefs d'État et de gouvernement
participant au XVe Sommet de la Francophonie
à Dakar au Sénégal du 29 au 30 novembre 2014**



« La normalisation constitue une étape majeure pour l'inscription de l'Afrique dans la chaîne des valeurs internationale et est une des clés de la transparence et de la bonne gestion des processus productifs et des relations commerciales et une des bases de la confiance sans laquelle il n'existe pas de progrès durable »

Message du Secrétaire général de la Francophonie, le Président Abdou Diouf, en introduction au Forum international « Normes pour l'Afrique » de Kinshasa en février 2014

OCTOBRE 2014

Octobre 2014

La contribution de la Normalisation à la Stratégie Économique de la Francophonie

Plan du Mémoire

1 – Introduction

2 – La Normalisation en appui à la Stratégie économique de la Francophonie (SEF)

2.1 – Le concept large de « Normalisation » à partager par les pays francophones

2.2 – Les axes majeurs d'appui au développement économique des pays francophones

2.3 – L'apport original de l'Association RNF à la SEF

3 – Sept Recommandations vers les Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie

1. *Confirmer la place de la normalisation dans le déploiement de la SEF*

2. *Accélérer le renforcement du triptyque « Normes-Métrologie-Qualité »*

3. *Former des cadres de bon niveau pour animer la normalisation*

4. *Mobiliser les Consommateurs, les Femmes et les Jeunes pour élargir la prise de conscience de l'utilité des normes*

5. *Mettre l'accent sur l'application concrète de la RSE par les organisations publiques et privées francophones*

6. *Intégrer l'Association RNF comme l'une des OING directement impliquée dans la mise en œuvre de la SEF*

7. *Préciser dans la Stratégie de la Francophonie numérique la place des normes TIC et leurs caractéristiques et soutenir certains projets critiques*

Annexe 1 : L'affirmation de la Normalisation dans la Francophonie

Annexe 2 : Rappel des principaux messages et déclarations traitant de la normalisation dans la Francophonie depuis 2007

Annexe 3 : Acronymes et abréviations utilisées dans le Mémoire

1 – Introduction

Si les activités de normalisation des produits, services et processus, sont présentes dans l'espace francophone et connaissent depuis quelques années une dynamique incontestable autour de la structure qui les anime, le Réseau Normalisation et Francophonie (RNF), la place et l'usage qui en est fait dans les politiques de développement doit encore être renforcée.

C'est pourquoi la perspective de l'adoption en novembre 2014 d'une nouvelle Stratégie Économique de la Francophonie a incité les membres du RNF à établir le présent Mémoire à l'intention des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui seront réunis pour le Sommet de Dakar.

Sept actions concrètes leur sont proposées pour poursuivre avec détermination le renforcement des infrastructures de normalisation et assurer un recours élargi aux normes dans le cadre des politiques publiques de développement économique et social des pays francophones.

En ce sens, le Mémoire fait un lien direct avec la prise de conscience du rôle majeur des normes qui avait été exprimée dans la Déclaration de Kinshasa en 2012.

En annexe au Mémoire, figurent quelques éléments sur l'état du système de normalisation dans l'espace francophone en 2014, tout particulièrement dans les pays en développement du continent africain, sur les progrès réalisés dans les dernières années avec le « Réseau Normalisation et Francophonie » et sur les enjeux d'une exploitation active de l'outil « Norme » par la Francophonie.

2 – La Normalisation en appui à la Stratégie économique de la Francophonie (SEF)

2.1 – Le concept large de « Normalisation » à partager par les pays francophones

Par « normalisation », il faut d'abord entendre, dans le cadre du présent Mémoire, l'ensemble des moyens et activités dans un pays, industrialisé comme en développement, permettant l'établissement de « normes volontaires » pour les produits et services, les processus de production et gestion, et les infrastructures.... Il faut aussi, nécessairement, y associer, la métrologie et la qualité, avec les essais et les différents systèmes d'accréditation et d'évaluation de la conformité, ainsi que des activités liées d'information, promotion, formation, enseignement et conseil.

C'est clairement ce concept global, défendu par le RNF, qui peut, s'il est doté d'une politique volontariste, d'une infrastructure et de moyens humains appropriés, contribuer de façon très significative au développement économique des pays de la Francophonie. C'est ce triptyque « Normes-Métrologie-Qualité » qui est visé dans le présent Mémoire.

2.2 – Les axes majeurs d'appui au développement économique et social des pays francophones

Le cantonnement respectif de la Francophonie sur des enjeux culturels ou des droits de l'homme et de la Normalisation sur des préoccupations technologiques liées aux activités industrielles de base a vécu.

En effet, de nouvelles normes, élaborées tout particulièrement sur le plan international, abordent depuis une dizaine d'années, d'importants thèmes de société intéressant non plus seulement les entreprises et les pouvoirs publics, mais, de plus en plus, les organisations au sens large et les individus, qu'ils soient citoyens, usagers ou consommateurs.

Plus que d'autres, les PED peuvent ainsi accélérer, de façon très spectaculaire, les étapes de progrès de leur économie en faisant appel très largement à ces normes internationales validées qui apportent des solutions pratiques et concrètes aux grands défis de :

- la régulation des marchés (nationaux, régionaux, internationaux)
- l'élévation du niveau de qualité des produits et services (marché intérieur et exportation) tout particulièrement pour le secteur agroalimentaire
- la maintenance des infrastructures, défi majeur pour les PED, qui prend une dimension de plus en plus large tant technique que juridique (responsabilité) avec la mondialisation des systèmes complexes et les conséquences de défaillances parfois très simples
- l'innovation et le transfert de technologies entre pays du Nord et du Sud et à leur consolidation dans les pays du Sud ainsi que le couplage « normalisation - propriété industrielle » pour accroître la valorisation des résultants de la recherche des pays de la Francophonie (brevets d'invention, marques, modèles, etc.)
- la bonne gouvernance, l'efficacité et la résilience des entreprises et des institutions dans un contexte géopolitique à troubles et risques
- le renforcement des processus d'intégration régionale avec l'harmonisation qu'elle implique
- la coopération et la solidarité entre les pays
- la gestion optimisée de l'eau, de l'environnement, ainsi que des ressources humaines, des aspects financiers, de la préparation aux catastrophes, des processus électoraux, etc. dotés de nouvelles normes internationales très pertinentes...
- la synergie entre les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et de gestion de l'énergie pour le développement des territoires, villes, collectivités et établissements humains durables (habitat bioclimatique, aménagement durable, efficacité énergétique et énergies renouvelables)
- la maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication avec des enjeux très forts pour les francophones (diversité culturelle et linguistique, accès à Internet, moteurs de recherche, bases de données accessibles en français, TIC vertes¹, etc.)

Cette liste non limitative est extrêmement proche de celle établie de leur côté par les experts de l'OIF sur les enjeux majeurs de la Francophonie pour les 20-25 prochaines années, à savoir : démographie, croissance économique, lutte contre la pauvreté, commerce régional et international, approvisionnement énergétique, maîtrise des technologies, environnement des affaires, résilience des économies, des sociétés et des systèmes productifs, promotion de la langue française et des diversités culturelles, impact des TIC sur l'environnement et « gouvernance de la complexité ».

Elle montre à l'évidence les thématiques fortes que les normes peuvent porter auprès des entreprises et à tous les acteurs publics comme privés qui veulent progresser et devenir compétitifs sur les grands marchés. Elle montre également qu'en appui à la réglementation, les autorités publiques peuvent gagner un temps précieux en appliquant le principe de la référence aux normes, tout particulièrement internationales, chaque fois que celles-ci existent.

¹ TIC dites « écoresponsables » qui réduisent leur impact sur l'environnement à travers la mise en place de normes, la mutualisation, la virtualisation, le travail collaboratif, etc.

2.3 – L'apport original de l'Association RNF à la SEF

Les pays de la Francophonie et la stratégie économique qu'ils vont mettre en œuvre à Dakar peuvent d'ores et déjà s'appuyer sur une organisation francophone structurée et compétente intervenant dans le domaine de la normalisation. Depuis 2007, le Réseau Normalisation et Francophonie a construit un modèle original associant les principaux ONN francophones et des organismes publics et privés très divers. Ceux-ci veulent faire reconnaître ensemble leurs spécificités techniques, économiques et culturelles propres à la Francophonie dans les enceintes internationales qui élaborent les normes, le plus souvent dominées par les Anglo-saxons.

Ouvert aussi aux enjeux du continent africain dans son ensemble, le RNF a établi un partenariat étroit avec l'Organisation Africaine de Normalisation, l'ORAN/ARSO, soutenue par l'Union Africaine et la Commission Économique des Nations-Unies pour l'Afrique. Elle est basée à Nairobi au Kenya, défend le bilinguisme et offre une enceinte panafricaine pour répondre aux défis de la normalisation. Il y a là une opportunité d'ouverture possible et facilitée, sans banalisation des valeurs, de l'Afrique francophone vers l'Afrique anglophone. Elle démontre que la réalité économique ne s'arrête pas nécessairement à la communauté linguistique.

Réorganisé début 2014 autour d'une association à but non lucratif animée depuis Québec², le RNF est en effet en mesure d'offrir :

- une culture et des valeurs fortes d'ouverture et de solidarité qui s'expriment dans la langue française ; elles sont inscrites dans la Charte définie en 2008 qui soude ses 79 membres
- la communauté d'acteurs francophones actifs au sein de la normalisation internationale (ISO, CEI, CODEX...) qu'elle constitue déjà
- un étroit partenariat historique avec l'UISF³, présidée par M. Elie Absi, qui est hébergée et soutenue par l'UNESCO et qui inscrit systématiquement la normalisation dans ses groupes, projets et Conférences annuelles africains et magrébins ayant l'objectif de promouvoir en Afrique francophone la science et la technologie pour le développement
- une relation forte avec les institutions de la Francophonie où elle est directement engagée (ex : partenariat avec l'IFDD, participation active au RAPF, présence dans tous les grands évènements de la Francophonie dont le Forum Mondial de la Langue française, la Conférence des OING...)
- plusieurs actions, projets et chantiers concrets, que le RNF anime ou auxquels il participe, propres à concrétiser les axes stratégiques de développement économique retenus par la Francophonie :
 - concertation politique des membres francophones de l'ISO préalable à l'élection d'un représentant d'un PED francophone au Conseil de l'ISO
 - évaluation de la place de la Norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale dans la Francophonie

² La nouvelle association RNF est présidée par M. Denis Hardy, Président du CRIQ au Québec, son Bureau comprend des représentants des ONN du Cameroun, du Canada, de France, du Maroc, L'OIF y est représentée par l'IFDD. Son Secrétariat général est animé par Mme Marie-Claude Drouin du BNQ.

³ Union Internationale des ingénieurs et techniciens utilisant la langue française

- développement des enseignements supérieurs et de la formation professionnelle à l'outil « Norme » en Afrique
 - programme de normalisation panafricain pour le tourisme durable
 - promotion des principes du développement durable dans le secteur minier en Afrique
 - rapprochement des organisations de consommateurs des pays francophones
- lancement de l'Initiative « Femmes et Normalisation » en 2013 au Cameroun répondant à l'action de mobilisation des femmes africaines engagée par la Francophonie et correspondant au thème retenu pour le Sommet de Dakar, et élaboration en cours en 2014 d'un ambitieux projet
 - Un grand Forum international annuel « Normes pour l'Afrique » (le premier en Afrique) qui réunit depuis 2013 à Yaoundé et 2014 à Kinshasa des responsables, publics et privés, du continent africain pour les informer et mobiliser sur les axes de progrès offerts par la normalisation

Tout ceci montre qu'à la Francophonie, le RNF est en mesure d'apporter une contribution importante et originale de la société civile, complémentaire de celles à caractère culturel et juridique. Elle provient de vrais acteurs de terrain engagés sur des enjeux techniques, industriels et économiques larges et concrets qui s'expriment dans un cadre international. L'OIF, dans la mise en œuvre quotidienne de ses projets et programmes, peut ainsi profiter d'une expertise et d'une expérience très précieuses.

3 – Sept recommandations vers les Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie

La plupart des recommandations qui suivent ont été présentées aux experts et responsables des Rencontres d'échanges du Groupe de travail sur la stratégie économique pour la Francophonie (GTSEF), organisées par l'OIF à Paris en décembre 2013.

Par ailleurs, le Forum international de Kinshasa « Normes pour l'Afrique » des 20 et 21 février 2014 qui s'est tenu dans la perspective du Sommet de Dakar, avec le haut patronage du Secrétaire général de la Francophonie, Son Excellence Abdou Diouf, les a largement confirmées. L'Assemblée générale du RNF du 10 septembre 2014 les a validées.

Ces recommandations ont donc vocation à apporter une contribution concrète, du « terrain », à la Stratégie Économique de la Francophonie, qui sera présentée aux Chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet de Dakar en novembre 2014.

Recommandation N° 1 : Confirmer la place de la normalisation dans le déploiement de la SEF

Réaffirmer, de façon très claire, au-delà de la Déclaration du Sommet de Kinshasa, que les normes avec les problématiques de leur élaboration, de leur prise en compte par les autorités publiques africaines, et de leur contribution au développement économique durable de l'Afrique, sont un enjeu majeur pour l'Afrique francophone.

Donner, parmi d'autres outils, un rôle précis aux normes dans le déploiement de la Stratégie Économique qui sera adoptée à Dakar pour la Francophonie et la programmation qui en découlera.

Considérer que le continent africain dans son ensemble doit rechercher une harmonisation de ses normes et que cela impose une vision panafricaine des politiques à mettre en œuvre.

Recommandation N° 2 : Accélérer le renforcement du triptyque « Normes-Métrologie-Qualité »

Engager des actions de fond à tous les niveaux (organisations internationales et régionales, institutions financières d'aide au développement, gouvernements des États, acteurs privés, organismes de normalisation...) pour que l'infrastructure Normes-Métrologie-Qualité se renforce en Afrique et que la libre circulation des produits se développe, en s'appuyant sur des normes harmonisées à l'échelon du continent avec :

- le recours à l'Organisation Africaine de Normalisation (ORAN/ARSO) qui est la structure panafricaine la plus appropriée pour conduire cette harmonisation et qui permet un lien très utile entre les pays francophones et les autres pays d'Afrique anglophones ou lusophones
- la mobilisation du soutien technique et financier de la Banque Mondiale, Banque africaine de Développement, Unité ACP-EU-TBT à Bruxelles, ONUDI, AFD et ADETEF en France, ACIDI et MRI au Canada et Québec... qui doivent inscrire clairement dans leurs programmes pour l'Afrique des volets « Harmonisation des normes en Afrique » dans les grands secteurs de la production et des services
- l'engagement politique des gouvernements africains en faveur d'un processus d'évaluation de la conformité structuré et fiable, exploitant les avancées déjà réalisées au Cameroun, en RDC, en Côte d'Ivoire... et faisant appel à une mutualisation des moyens et à des partenariats régionaux associant les acteurs nationaux africains : ONN, laboratoires, accréditeurs, certificateurs, auditeurs, etc. ainsi qu'à des coopérations internationales

Recommandation N° 3 : Former des cadres de bon niveau pour animer la normalisation

Soutenir, pour disposer de ressources humaines compétentes sur l'ensemble normalisation et disciplines associées, les initiatives africaines (privées comme publiques) sur des programmes d'enseignement supérieur traitant de la normalisation et des disciplines liées :

- s'appuyant sur les initiatives, expériences, analyses et études animées et rassemblées par l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO) et ses membres (exemples de France, Corée du Sud, Chine...) dans le cadre des collaborations et partenariats établis entre les structures universitaires et établissements d'enseignement supérieur avec les organismes de normalisation
- valorisant les avancées originales faites en RDC en 2013 avec l'École des hautes études sur la normalisation « ECONORME » et les autres initiatives d'ouverture à la normalisation qui sont engagées au Burkina Faso (Institut ZIE), en Côte d'Ivoire (INP-HB et Groupe Écoles Abidjan), au Cameroun (ESSTIC/ANOR, Programme PSSFP), au Sénégal (EISMV/UCAD), etc.
- exploitant la nouvelle approche des cours gratuits accessibles en ligne aux masses (les CLOM/MOOC) qui se prêtent très bien à des enseignements et formations sur les thèmes liés à la normalisation, largement ouverts vers les consommateurs et citoyens africains

Recommandation N° 4 : Mobiliser les Consommateurs, les Femmes et les Jeunes pour élargir la prise de conscience de l'utilité des normes

Inviter les autorités publiques de la Francophonie, dans leur démarche vers tous les acteurs du développement, alors que le XV^e sommet de la Francophonie aura pour thème : « Femmes et Jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement », à encourager les initiatives et programmes visant à :

- écouter, informer et associer systématiquement les associations de défense des consommateurs aux priorités et travaux nationaux et régionaux de normalisation et à les impliquer dans la mise en œuvre des normes et de la certification (le Sénégal et le Cameroun offrent des exemples d'une participation directe des responsables des associations de consommateurs à la gouvernance et aux travaux de l'ASN ou de l'ANOR).
- développer l'information et la vulgarisation de la normalisation auprès des femmes qui représentent 70% des consommateurs des produits, biens et services en Afrique. Il importe de placer cette action vers les femmes sur une grande échelle en Afrique telle que le propose le projet du RNF. Ceci s'intègre directement dans l'action de la Francophonie pour faire reconnaître qu'aux côtés des hommes, les femmes sont non seulement les actrices du développement, mais elles sont aussi les créatrices, les productrices et les réalisatrices du changement, L'outil « norme » doit leur être expliqué et elles doivent pouvoir l'utiliser dans le quotidien socioéconomique familial et local qu'elles gèrent en Afrique. L'attention des femmes doit porter particulièrement sur les chaines de valeur agroalimentaires avec la vulgarisation des normes de gestion de la sécurité des denrées alimentaires traitant des aspects d'hygiène et de sécurité sanitaire.
- impliquer directement les Jeunes francophones dans les enjeux d'avenir que portent beaucoup des grands thèmes de la normalisation : développement durable et RSE, gestion de l'énergie, maîtrise des technologies de l'information, processus d'innovation, protection de l'environnement, etc. Ceci passe d'abord par la mise en place à leur intention de programmes d'enseignement et formation centrés sur la normalisation, mais aussi par la mobilisation de leur capacité d'action et de leur dynamisme dans des traductions, études, enquêtes, thèses, stages, campagnes de promotion, concours, sur des projets et messages faisant appel à la normalisation. La communauté francophone de la normalisation recèle à cet égard beaucoup d'opportunités pour eux avec sa forte ouverture à l'international.

Recommandation N° 5 : Mettre l'accent sur l'application concrète de la RSE par les organisations publiques et privées francophones

Poursuivre l'action de sensibilisation des entreprises intervenant en Afrique sur la nécessité d'appliquer de façon rigoureuse les principes de la responsabilité sociétale (RSE), en :

- rassemblant les multiples initiatives, chartes, déclarations... traitant de la RSE dans un cadre cohérent et harmonisé, s'appuyant sur les principes figurant dans les normes internationales reconnues, tout particulièrement l'ISO 26000 de large notoriété et application dans le monde
- ne se limitant pas seulement, pour les entreprises, à des rapports d'activité et à un affichage public des moyens mis en œuvre pour la RSE, mais en intégrant de façon profonde, durable et

démontrable dans leur organisation, leur personnel, leurs pratiques, les normes internationales de bonne gouvernance

- prenant en compte également les bonnes pratiques de maintenance de leurs infrastructures, elles-aussi formalisées dans des normes internationales, pour contribuer à des systèmes de production durable tant agricoles qu'industriels

Engager en urgence, pour permettre un développement harmonieux et durable du potentiel touristique énorme dans les pays d'Afrique, les travaux sur le programme « Des normes sur le tourisme durable en Afrique » décrit dans un Mémoire RNF et localisé dans un Groupe de travail dédié au sein de l'Organisation Africaine de Normalisation ORAN/ARSO, avec une forte implication du Gabon.

Recommandation N° 6 : Intégrer l'Association RNF comme l'une des OING directement impliquée dans la mise en œuvre de la SEF

Inviter l'OIF à accréditer formellement, selon la Charte de la Francophonie à laquelle elle satisfait pleinement, l'Association RNF en tant qu'Organisation internationale non gouvernementale (OING), afin de lui permettre de renforcer ses relations avec les différentes institutions et les opérateurs de la Francophonie.

Reconnaitre son rôle majeur pour contribuer selon un partenariat dynamique à : (i) à l'harmonisation des normes et bonnes pratiques au sein de la Francophonie et (ii) au soutien dans les pays francophones, sur le terrain au niveau des acteurs socioéconomiques, à la mise en œuvre de la SEF.

Recommandation N° 7 : Préciser dans la Stratégie de la Francophonie numérique la place des normes TIC et leurs caractéristiques et soutenir certains projets critiques

Inviter les experts et représentants francophones à mettre en avant, dans les enceintes internationales d'élaboration (officielles et consortia privés), les critères propres à assurer le développement de normes sur les TIC de qualité. Ces critères -qui ont été établis par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : diversité linguistique, ouverture et transparence, neutralité, maintenance et droits de propriété intellectuelle, etc.- répondent aux enjeux de la Francophonie et l'OIF vis-à-vis de l'économie numérique.

S'engager, au niveau des gouvernements des pays francophones et de l'OIF, à apporter un soutien concret au volet francophone du système mondial d'échange des données techniques, basé sur la plateforme eCI@ss de description de produits et de services. Cet engagement répond aux besoins exprimés par les entreprises, relayés par les membres du RNF et du RAPF :

- mettre à disposition de tous les francophones des modèles de description des objets techniques, produits, processus de fabrication ou services de tous ordres, leur offrant la capacité de les nommer en français
- valoriser l'investissement depuis 2007, courageux, mais qui ne peut se poursuivre seul, de l'AFIM⁴, animateur du Réseau maintenance francophone, dans le consortium eCI@ss, pour y assurer le multilinguisme des données introduites dans la plateforme d'échanges

⁴ Association française des ingénieurs et responsables de maintenance

- réduire la prédominance de l'anglais dans la création et l'adoption de tous les termes liés à l'existence d'activités économiques et techniques

ANNEXE 1

La prise de conscience du rôle des normes dans la Francophonie – Le rôle du RNF

1 – L'évolution rapide

Le paysage a sensiblement évolué depuis 2007, année de mise en place du RNF, suite à une première consultation des membres francophones organisée à l'initiative du BNQ⁵ et d'AFNOR⁶ lors de l'Assemblée générale de l'ISO⁷ d'Ottawa en 2006.

L'accueil des organismes nationaux de normalisation (désignés traditionnellement par l'acronyme ONN) a été positif et la prise de conscience de l'intérêt d'une concertation francophone autour la normalisation volontaire est allée très vite. Un premier Plan d'action a été retenu à Paris dès mars 2007 et validé à Genève en septembre 2007 où se tenait la toute première réunion des ONN de langue française, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ISO

Le développement du RNF s'est alors affirmé au rythme de ses réunions plénières à Dubaï en 2008, au Cap en 2009, à Oslo en 2010, à New Delhi en 2011, à San Diego en 2012, Saint-Petersbourg en 2013 et Rio en septembre 2014. Simultanément, les relations entre le RNF et les instances et opérateurs de la Francophonie, OIF, IEPF devenu IFDD, AIMEF, AUF se sont considérablement développées. Un catalyseur puissant a été le long processus d'élaboration de la Norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale des organisations. Il a rapproché les réseaux d'experts soutenus activement par la Francophonie. Il leur a permis dans les réunions de normalisation de faire prévaloir beaucoup de leurs points de vue et d'assurer une place solide à la langue française dans les débats et documents.

La normalisation a commencé ainsi à être prise en considération régulièrement dans les échanges, les orientations et la programmation des organes de l'OIF où le RNF a pu s'exprimer en plusieurs occasions.

En 2012, le RNF et plusieurs associations professionnelles francophones se sont rapprochés et ont créé avec le soutien de l'OIF, un réseau entre elles, le RAPF⁸. La problématique « Norme », entre autres, y est partagée entre les représentants des experts-comptables, avocats, spécialistes de la santé, ingénieurs et scientifiques francophones..., et les animateurs du RNF.

Les références faites à la normalisation se sont ainsi multipliées. Figurent en Annexe au présent Mémoire les principales d'entre elles, venant notamment des plus hautes instances de la Francophonie.

Ainsi, dans une période de 6 années, le RNF s'est placé en interlocuteur ouvert et réactif de l'OIF et des organes et opérateurs de la Francophonie dont tout particulièrement l'IFDD qui a soutenu en plusieurs occasions les activités du Réseau. Il a dans ce sens participé à l'essentiel des manifestations organisées par l'OIF dont le Forum Mondial de la Langue Française en 2012 avec une forte délégation africaine. Ses membres ont relayé sur le terrain, dans les 3 continents, les messages de mobilisation sur la normalisation,

2 - La situation en 2014 dans les pays en développement francophones

Aspects quantitatifs

La présence des pays francophones dans les activités de normalisation internationale s'est affirmée avec, au 1^{er} janvier 2014, les données suivantes :

⁵ Bureau de Normalisation du Québec

⁶ Association Française de Normalisation

⁷ Organisation Internationale de Normalisation avec 163 pays membres, dont le siège est à Genève

⁸ Réseau des Associations Professionnelles Francophones

- **66** pays sur les 77 membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) disposent d'un organisme national de normalisation (ONN)
- **60** d'entre eux sont également membres de l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO) qui compte 163 membres dans le monde dont **106** sont des pays en développement (PED) en 2013
- **25** ONN sont membres du « Réseau Normalisation et Francophonie » (RNF) sur les 79 organismes publics et privés qui ont signé depuis 2008 la Charte de valeurs et de collaboration du Réseau ; parmi ces 25 ONN, **24** sont membres de l'ISO, dont un certain nombre en tant que membres correspondants
- **6** ONN structurés fonctionnent dans les pays francophones industrialisés (France, Canada, Québec, Belgique, Suisse, Luxembourg) et sont engagés au niveau régional et international ; trois seulement d'entre eux, Canada, France, Québec, apportent un appui effectif au RNF
- **54** membres du RNF sont situés dans des pays du continent africain
- **une quinzaine** d'ONN de pays en développement francophones disposent d'une collection de normes nationales, parfois réduite au seul secteur agroalimentaire

La place de l'Afrique francophone, Maghreb et Afrique subsaharienne, est donc très importante du point de vue du nombre d'ONN existants et susceptibles de jouer maintenant un rôle majeur dans la communauté internationale de la normalisation. Dans la zone Caraïbes, Haïti est récemment devenu un membre très engagé du RNF, dans le cadre de son processus de reconstruction avec la mise en place du Bureau Haïtien de Normalisation. En Europe centrale et en Asie, les ONN des pays membres de l'OIF n'ont pas, à ce jour, de participation active au RNF.

Aspects qualitatifs

La communauté francophone de la normalisation dispose de quelques grands organismes nationaux au Canada, en France, Suisse, Belgique, Luxembourg. Ils sont très actifs au niveau national, régional et international, et face au monde anglo-saxon, occupent des positions solides dans les organes de management et dans les comités techniques de l'ISO, de la CEI, de l'UIT-T et du Codex Alimentarius, du CEN/CENELEC (Europe), de la COPANT (Amérique Latine), du PASC (zone Pacifique)... Cependant, maintenir la langue française dans les organisations internationales représente un défi couteux et difficile pour eux. L'appui de tous les pays francophones est fondamental.

En ce qui concerne les nombreuses structures nationales de normalisation, métrologie, qualité... qui existent dans les PED francophones d'Afrique et des Caraïbes (Haïti), l'analyse est plus délicate. Il faut en effet mesurer clairement la réalité de leurs forces et faiblesses et leur capacité à s'impliquer et à influencer la normalisation internationale.

En ayant une approche synthétique, il est possible d'exprimer en 2014 l'engagement des ONN africains des pays francophones dans la normalisation, selon 3 grandes catégories :

- les leadeurs : ceux qui disposent d'un ONN solide et engagé, avec une équipe de professionnels, soutenu par le gouvernement et les autres acteurs socioéconomiques et qui peut être présent et jouer un certain rôle au niveau régional, et, à international, à l'ISO notamment (ex : ANOR au Cameroun, IMANOR au Maroc, INNORPI en Tunisie, LIBNOR au Liban, RBS au Rwanda, CODINORM en Côte d'Ivoire, etc.)
- les légitimes : ceux qui disposent d'un ONN aux orientations et moyens fluctuants et à la capacité d'action assez limitée, avec cependant des cadres de valeur, qui se fait reconnaître progressivement et émerge dans la communauté nationale, régionale et internationale (ex : MSB à Maurice, ASN au Sénégal, OCC en RDC, DNPQ en Mauritanie, AGANOR au Gabon, BHN à Haïti, IANOR en Algérie, etc.)
- les vulnérables : ceux dont l'ONN est faiblement doté de moyens souvent précaires et dont l'audience est encore très faible, même s'il a souvent un petit nombre de cadres de valeur très motivés (ex : AMANOR au

Mali, BBN au Burundi, DNMIPO au Togo, ABENOR au Bénin, DNPQ au Niger, ABNORM au Burkina Faso, BNM à Madagascar, etc.)

Beaucoup de ces pays bénéficient, au titre des programmes de renforcement institutionnel animés par l'ISO et l'ONUDI (financement de l'Union européenne), d'un soutien technique et financier dans les domaines de la normalisation, qualité ou certification. Ces programmes sont généralement placés au niveau des organisations régionales telles que l'UEMOA⁹, la CEDEAO¹⁰, la CEMAC¹¹, la CEEAC¹²... Différents autres programmes bilatéraux de coopération bénéficient du soutien du Canada, de la France, de l'Allemagne, de la Suède.

Globalement, les moyens dont dispose la normalisation au sens large dans les PED francophones, restent cependant, malgré des progrès réguliers, très limités. Ceci veut dire des infrastructures Qualité peu développées, des ressources publiques pas toujours stables et sans contribution des entreprises du secteur privé, souvent peu motivées. Des procédures très bureaucratiques paralysent souvent les décisions des responsables.

Leur présence effective dans les organes techniques de la normalisation internationale est très modeste. En effet, l'absence de tissu industriel solide dans beaucoup de pays restreint en pratique leur possibilité d'envoyer des experts qualifiés dans les comités ISO ou CEI et d'y influencer les priorités et travaux. Les mécanismes pragmatiques de mutualisation des moyens techniques et experts de plusieurs pays, souvent mis en avant, ont malheureusement peu de réalité à ce jour.

Il faut toutefois signaler, à côté des ONN proprement dits, la forte et prometteuse mobilisation de 3 grandes catégories d'acteurs, prescripteurs, animateurs ou promoteurs de la normalisation, sur le continent africain :

1. c'est d'abord la Commission régionale africaine pour l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont la politique industrielle a été ratifiée par ses 15 États membres avec comme quatrième objectif spécifique : « ...accroître progressivement le taux d'exportation sur le marché mondial des produits manufacturés de l'Afrique de l'Ouest, par le renforcement et le développement des compétences, de la compétitivité de l'industrie et des infrastructures qualité (normalisation, accréditation et certification)... ». La CEDEAO a notamment adopté en 2012 des principes et procédures précis pour mener l'harmonisation des normes en Afrique de l'Ouest.
2. C'est ensuite l'Organisation Africaine de Normalisation (ORAN/ARSO) qui, localisée à Nairobi au Kenya et soutenue par l'Union africaine, anime et fédère de façon très dynamique les ONN d'Afrique et défend le bilinguisme ; elle bénéficie d'un partenariat étroit avec les membres du RNF qui renforce ainsi la composante francophone de ses membres. Un enjeu important pour l'ORAN/ARSO et ses membres est son engagement dans le processus délicat, mais fondamental d'harmonisation des normes sur le continent africain.
3. Ce sont enfin les nombreux organismes publics et privés, universitaires, techniques, cabinets d'assistance et de conseil, de formation, de communication, de défense des consommateurs... qui se développent en Afrique et qui sont devenus membres du RNF depuis 2010. Très dynamiques et souvent plus réactifs que les ONN, ce sont des promoteurs, conseils et usagers précieux des normes, de la métrologie, de la qualité et souvent de la RSE. Ils sont présents dans tous les pays francophones d'Afrique. On peut citer quelques-uns d'entre eux : ADFS-Ecolo au Cameroun, APEQUE en Algérie, APROMEN en RDC, COMNOR au Cameroun, COREX-RDC/TEE en RDC, EasyManagement et GEODE au Gabon, ECONORME en RDC, ESSTIC au Cameroun, Institut 2IE au Burkina Faso, INP-HB en Côte d'Ivoire, LCC¹³ au Cameroun, LERGC au Bénin, RSE Sénégal...

⁹ Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

¹⁰ Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

¹¹ Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale

¹² Communauté Économique des États de l'Afrique centrale

¹³ Ligne Camerounaise des Consommateurs

Dans les pays du Nord, il est également possible de citer CAP conseil en Belgique, ACE, AFIM, BNF, FTC Consultants (appui au partenariat avec l'AMFORHT¹⁴) et IARSE en France et le Cabinet CBlue au Québec, qui apportent leur concours sur de nombreux thèmes de la normalisation, avec des interventions variées en Afrique.

¹⁴ Association Mondiale pour la Formation hôtelière et touristique

ANNEXE 2

Rappel des principaux messages et déclarations traitant de la normalisation au sein de la Francophonie depuis 2007 (liste non limitative)

- Charte de valeurs et de collaboration du RNF, présentée à Genève le 18 septembre 2007 et signée par les organismes nationaux de normalisation d'Algérie, Canada, Congo RD, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Maroc, Québec, Sénégal, Suisse, Tunisie, ainsi que par l'OIF et l'IEPF
- Colloque international RNF/ASN/UISF « Normes et Développement » à Dakar en juin 2008, patronné par l'OIF
- Article 38 de la Déclaration du Sommet de Québec en octobre 2008 : « Promouvoir une meilleure gestion des ressources, en soutenant les efforts déployés par les institutions financières internationales pour élaborer des normes et codes susceptibles d'être adoptés par les pays membres »,
- Intervention en juillet 2009 à Paris du Président du RNF devant la Commission de la Coopération et du Développement de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF) sur le thème « Normalisation et Développement dans la Francophonie »
- Intervention en octobre 2009 à Paris du Président du RNF devant la Commission Économique de l'OIF sur les normes sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)
- Inscription du Programme de Normalisation, Assurance de la qualité, Accréditation et Métrologie (SQAM) dans la Politique industrielle commune de l'Afrique de l'Ouest pour 2010-2030, publiée par la CEDEAO en juillet 2010
- Mention, dans le Rapport du Secrétaire général de l'OIF, lors du Sommet de Montreux, en octobre 2010, du rôle du RNF et des réseaux francophones pour l'élaboration de la Norme ISO 26000 sur le développement durable
- Intervention du RNF lors de l'Atelier de Bridgetown à la Barbade, organisé par le Canada sur les enjeux de la normalisation, de l'attestation de la conformité et de l'élimination des obstacles techniques aux échanges dans les pays des Caraïbes, dont Haïti
- Tables rondes sur : « La Norme, vecteur et outil de promotion de la langue française » lors du Forum Mondial de la Langue française à Québec, en juin 2012
- Mémorandum RNF/APROMEN « Normalisation et Métrologie pour la Francophonie économique », présenté lors du XIVe Sommet de Kinshasa en octobre 2012 ; signé par 17 dirigeants des organismes de normalisation et associations de promotion des principaux pays francophones du continent africain, il suggérait une meilleure prise en compte de la normalisation, de la métrologie et de la qualité dans les politiques des États africains membres de l'OIF.
- Article 12 de la Déclaration de Kinshasa au Sommet d'octobre 2012 : « Nous nous engageons à promouvoir la responsabilité sociale et environnementale des entreprises et les encourageons à adhérer aux instruments, normes et principes internationaux pertinents »
- Stratégie de la Francophonie numérique « Agir pour la diversité dans la société de l'information Horizon 2020 » adoptée lors du Sommet de Kinshasa en octobre 2012
- Courrier du 7 janvier 2013 de S.E Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF, au Président de la République française exprimant la nécessité de la présence du français dans le système mondial d'échange des données techniques matérialisé par la plateforme ec@t-npmi.net. auquel participe l'AFIM et sollicitant l'appui de la France
- Rapport du 1er Forum international « Normes pour l'Afrique » de Yaoundé, organisé en février 2013 par le RNF et l'ANOR du Cameroun, concrétisant une première étape dans la marche engagée en Afrique

- pour y promouvoir la Normalisation, conformément à la Déclaration de Kinshasa et dans la perspective du XVe Sommet de Dakar en 2014
- Mémoire RNF « Des Normes pour un Tourisme durable en Afrique » du 15 juillet 2013, signé par les dirigeants des organismes membres du RNF et de l'ORAN/ARSO, pour préciser les conditions de la mise en œuvre, à l'échelon du continent africain, de normes sur le tourisme durable
 - Audition du Président du RNF lors de la Rencontre d'échanges du Groupe de travail sur la Stratégie économique pour la Francophonie de l'OIF (GTSEF), en décembre 2013 à Paris
 - Message du S.E Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF, en introduction au Forum de Kinshasa de février 2013, rappelant que : « La normalisation constitue une étape majeure pour l'inscription de l'Afrique dans la chaîne des valeurs internationale et est une des clés de la transparence et de la bonne gestion des processus productifs et des relations commerciales et une des bases de la confiance sans laquelle il n'existe pas de progrès durable »
 - Rapport du 2e Forum International RNF/OCC « Normes pour l'Afrique » de février 2014 à Kinshasa, exprimant la détermination des pays africains à participer plus profondément aux activités de normalisation régionales et internationales, grâce au renforcement de leurs capacités institutionnelles et humaines et de leurs infrastructures en matière de qualité et à construire une harmonisation technique africaine avec l'Organisation africaine de normalisation (ORAN/ARSO)
 - Déclaration de Dakar de la 9e Conférence francophone des Organisations internationales non gouvernementales et Organisations de la société civile (OING/OSC) de juin 2014 à laquelle le RNF a participé, encourageant notamment les États membres de la Francophonie à mobiliser les Femmes, les Jeunes sur un développement durable.

Par ailleurs, différents plans, stratégies et politiques de développement régionales et nationales d'ores et déjà établis et/ou engagés en Afrique francophone abordent directement ou indirectement les enjeux de la normalisation

- Dans un cadre régional : en l'Afrique de l'Ouest, le Programme de Normalisation, Assurance de la qualité, Accréditation et Métrologie (SQAM), inscrit en 2014 dans la politique industrielle définie par la CEDEAO et aussi par l'UEMOA.
- Dans un cadre national : la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2011-2015 (SCADD) du Burkina Faso, le Plan National de Développement 2012/2015 de la Côte d'Ivoire, le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), le Plan Sénégal Émergent (PSE), le Plan National de Développement 2013-2015 du Tchad.
- Dans un cadre continental : le Plan stratégique pour 2009-2014 de l'Organisation africaine de normalisation ORAN/ARSO soutenue par l'Union africaine.

ANNEXE 3

Autres acronymes et abréviations utilisés dans le Mémoire

ABENOR	Agence Béninoise de Normalisation et de Gestion de la Qualité
ABNORM	Association Burkinabé de la Normalisation, de la Métrologie et de la Qualité
ACDI	Agence canadienne de développement international
ADETEF	Agence pour la coopération technique internationale des ministères économiques et financiers et du développement durable de France
ADFS-Ecolo	Association d'appui à la promotion de la Normalisation, de la Qualité, de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement au Cameroun
AFD	Agence Française de Développement
AFIM	Association française des ingénieurs et responsables de maintenance
AGANOR	Agence Gabonaise de Normalisation
AIMF	Association Internationale des Maires Francophones
AMANOR	Association Malienne de Normalisation
ANOR	Agence des normes et de la qualité du Cameroun
APEQUE	Association pour la Promotion de l'Efficacité, de la Qualité et de l'Environnement en Entreprise en Algérie
APROMEN	Association pour la promotion de la métrologie et de la normalisation en RDC
ASN	Association Sénégalaise de Normalisation
AUF	Agence Universitaire de la Francophonie
BBN	Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de la Qualité
BNF	Bureau de Normalisation Ferroviaire en France
BNH	Bureau Haïtien de Normalisation
CAP conseil	Société belge de conseil en RSE, développement durable, gouvernance, éthique
CBLEUE	Société de conseil en responsabilité sociétale et développement durable au Québec
CCN	Conseil Canadien des Normes
CEI	Commission Electrotechnique Internationale
CEN/CENELEC	Comités Européen/Electrotechnique de Normalisation à Bruxelles
CODEX Alimentarius	Commission mixte internationale de la FAO et de l'OMS, sur les normes alimentaires
CODINORM	Organisme national de Normalisation de Côte d'Ivoire
COMNOR	Association de Communicants pour la promotion du système camerounais de normalisation
COPANT	Commission Panaméricaine de Normalisation (Organisation régionale de normalisation)
DNMIPQ	Direction de la Normalisation, de la Métrologie industrielle et de la Promotion de la Qualité du Togo
DNPQ	Direction de la normalisation et de la promotion de la qualité de Mauritanie
DNPQ	Direction de la normalisation et de la promotion de la qualité du Niger
EasyManagement	Cabinet de conseil et formation en QHSE, RSE/DD, gestion de projet

eCI@ss	Consortium ayant défini la norme internationale de description et de classification des produits et services industriels défendue par l'AFIM utilisée notamment pour le e-catalogue communautaire qui est multimarques et multilingue
ECONORME	École des Hautes Études de Communication, de Normalisation, et de Métrologie en RDC
EISMV/UCAD	École inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar
ESSTIC	École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication au Cameroun
FTC	François - Tourisme – Consultants - Société de conseil en tourisme, hôtellerie et restauration
GEODE	Cabinet conseil en ingénierie du développement touristique durable franco-gabonais
IANOR	Institut algérien de Normalisation
IMANOR	Institut Marocain de Normalisation
INNORPI	Institut National de la Normalisation et de la Propriété industrielle
INP-HB	Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire
Institut 2IE	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement au Burkina Faso
LERGC	Laboratoire d'études et recherches en génie civil du Bénin
LIBNOR	Institut libanais de normalisation
MRI	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec
MSB	Bureau de Normalisation de Maurice
OCC	Office Congolais de contrôle (RDC)
ORAN/ARSO	Organisation Africaine de Normalisation/African Standards Organization dans le siège est à Nairobi au Kenya (Organisation régionale de normalisation)
PASC	Pacific Area Standards Congress (Organisation régionale de normalisation)
PSSFP	Programme Supérieur de Spécialisation en Finances Publiques du Cameroun
PICAO	Politique industrielle commune de l'Afrique de l'Ouest
RSE Sénégal	Initiative privée sénégalaise pour promouvoir la responsabilité sociétale
SNV	Association Suisse de Normalisation
UIT-T	Secteur de la normalisation de l'Union Internationale des Télécommunications
Unité ACP-EU-TBT	Unité de gestion du Programme européen de renforcement des capacités des pays ACP